

***Tripoli, Libye, 26 octobre (Infosplusgabon) - Le ministère libyen des Affaires étrangères du Gouvernement de l'union nationale a dénoncé les déclarations du président français, Emmanuel Macron, sur les caricatures du Prophète Mohamed (PSL), les jugeant offensantes à l'égard de l'Islam.***

"Les déclarations du président français insultant le Prophète alimentent des sentiments de haine, motivées par de gains politiques partisans", a déclaré lundi le porte-parole du ministère, Mohamed al-Geblawi, dans un tweet sur son compte personnel.

"Nous rappelons au président français la déclaration de la Cour européenne des droits de l'homme, publiée en 2018, selon laquelle insulter le Prophète ne relève pas de la liberté d'expression, et nous notons également que l'extrémisme qu'il prend comme flamme pour son offense n'a rien à voir avec la religion islamique et les groupes extrémistes ne représentent pas cette grande religion", a-t-il écrit.

Il a appelé M. Macron à "s'abstenir de faire des déclarations provocantes et à s'excuser auprès de plus d'un milliard de musulmans, y compris des citoyens français".

Les Libyens ont exprimé sur les réseaux sociaux et des manifestations dans la rue leur mécontentement face aux déclarations de M. Macron contre la religion islamique, qui ont

suscité des sentiments d'hostilité des musulmans du monde entier envers la France et son président.

Le président français a, lors de l'hommage au professeur Samuel Paty, décapité par un Tchéchène extrémiste après avoir montré à ses élèves des caricatures du Prophète Mohamed (PSL), affirmé: "nous ne renoncerons pas à publier les caricatures".

On rappelle que le Haut Conseil d'État en Libye a considéré les déclarations du président français comme "insultantes et offensantes" envers les musulmans, soulignant que la publication de caricatures était "une insulte aux saintetés religieuses et un mépris des religions".

Dans un communiqué, le Conseil a appelé le Gouvernement d'union nationale à répondre à "l'insulte en cessant de traiter avec les entreprises françaises et en annulant l'accord lié à la vente des parts de la Compagnie pétrolière Marathon à la société française Total".

Les députés réunis à Tripoli ont, de leur côté, appelé le ministère des Affaires étrangères du Gouvernement d'union nationale à adresser une note de protestation à l'ambassadeur de France en Libye, à rappeler l'ambassadeur de Libye à Paris pour consultation et à reconsidérer les relations avec le gouvernement français.

Ils ont également appelé le peuple libyen à boycotter les produits français et à cesser de travailler avec les entreprises françaises.

FIN/ INFOSPLUSGABON/AZS/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon